

BÉJAÏA

Akbou, le cauchemar continue !

Considérée comme deuxième grande ville de la wilaya de Béjaïa, par sa population avoisinant les 100 000 habitants et sa position géographique qui a fait d'elle un pôle commercial et industriel par excellence, le chef-lieu de la commune d'Akbou sombre dans l'effroi de l'incertitude et du marasme dépassant l'entendement. La ville est dans une totale perdition qui a besoin d'une réponse urgente et exceptionnelle de l'Etat.

Les années se suivent et se ressemblent pour les citoyens de la ville d'Akbou où le cauchemar semble s'installer définitivement dans leur quotidien. L'urgence sanitaire est irrévocable dans cette grandiose banlieue où cohabitent plusieurs couches sociales.

La ville suffoque et croule sous des montagnes d'immondices. Aucune autorité publique n'a daigné, à ce jour, lever le petit doigt pour sauver l'antique cité des pitons.

«L'immobilisme de nos responsables et de nos élus qui n'ont pas pu honorer leur enga-

gement vis-à-vis de la population a créé cette situation anarchique qui inquiète plus d'un. Nous avons assez supporté ces nuisances, ces manques, ces insalubrités et ce laisser-aller. Franchement, cela dépasse nos attentes et nos patiences. Nous sommes au bord de l'asphyxie. C'est impardonnable pour ces gens que je qualifie simplement de criminels et de mafieux, nous dira Kamel A., un commerçant de cette ville en cette suffocante journée du 23 juillet.

Il est difficile pour ne pas dire impossible, dans certains endroits, de se frayer un passa-

ge dans les étroits trottoirs de cette riche municipalité. Les ruelles mal entretenues sont dans un état de délabrement très avancé et souvent occupées par des tas de poubelles à l'exemple des quartiers du marché de la ville, la rue de la Santé et autres. Des accidents sont souvent signalés dans les différents quartiers de la ville, à cause justement de l'inexistence de trottoirs pour les piétons.

Akbou est carrément abandonnée à son sort. Aucune infrastructure de base n'a vu le jour depuis des années, à l'instar d'autres villes. Le pourrissement est à l'ordre du jour à tous les niveaux et pousse, comme par provocation, toute une génération, soit à la fuite, soit à la révolte. Le constat demeure triste et il est réellement amer, si l'on tient compte de ce qui surgit au quotidien de cette ville qui ne sait plus à quel saint se vouer. L'échec d'un consensus entre élus de

l'assemblée communale lors des élections de 2012, a été pour beaucoup dans la macabre gestion actuelle de la cité akboucienne. Le blocage des affaires né d'une implacable guerre des clans et de personnes au sein de l'APC, a grandement pénalisé les citoyens de la commune, de surcroît des plus riches du pays.

La population qui a manifesté à plusieurs reprises lors de rassemblements et de marches a demandé le changement et «la dissolution de l'APC» ainsi qu'une mise en place d'une commission d'enquête sur la gestion de la commune, n'a jusqu'à ce jour reçu, aucun écho de l'administration de wilaya, résignée au silence. Nous avons appris de sources locales, qu'un collectif de citoyens est né, ces derniers jours, dans l'espoir de redresser la situation, tout en exigeant «une solution à la crise grave que traverse la commune d'Akbou et de libérer les 944 pro-

jets d'utilité publique bloqués depuis 2012».

«Les 23 élus de la commune peinent à transcender leurs divergences politiques pour s'atteler au développement de la commune, sachant qu'Akbou est en pole position dans l'industrie nationale. Nos élus se distinguent par leur arrogance à mettre la population à genoux, chacun y va dans ses sombres réflexions au détriment de l'environnement et de la population qui souffre de tous les maux», indiquera un autre commerçant en électroménagers de la ville.

A moins d'un miracle, Akbou vit toujours sous l'emprise d'une unimaginable gabegie traduite par l'incompréhensible déliquescence causée par ses propres enfants malheureusement et encouragée par l'explicable silence des hautes autorités.

La population quant à elle, seule victime directe de cette dramatique conjoncture, demeure abasourdie et dépouillée de toutes ses facultés et prie tout bonne âme, de lui venir en aide pour sauver le peu qui reste de la citadelle. Cette dernière passe l'été démesurément asphyxiée sous les fumées des décharges sauvages qui pullulent dans tous les coins de rues pour rester en vie et faire face au cauchemar qui continue.

Kamel Gaci

DRÉAN ET BESBES (EL TARF)

La population exténuée par les problèmes de l'eau saumâtre et les interminables travaux

Après plus de deux années de son intronisation à la tête de la wilaya et les défis lancés par l'actuel wali consistant à venir à bout des problèmes vécus, douloureusement et au quotidien, par les populations des deux daïras de l'ouest de la wilaya, à savoir Dréan et Besbes qui englobent, par ailleurs, six communes représentant la moitié de population de la wilaya d'El Tarf, les engagements pris se sont révélés des litanies, des vœux pieux et des promesses sans lendemains.

Et pour cause, les 6 communes s'alimentent en eau douce grâce aux camions-citernes qui sillonnent à longueur de journée les artères des villes, des petits villages et hameaux, en cédant les 20 litres d'eau potable à raison de 40 DA, ce qui est en soi un autre fardeau pour les familles sans ressources.

De fait, ils sont plus de 300 camions-citernes à activer dans une totale anarchie et qui font commerce de cette denrée rare, sachant que l'eau distribuée par l'ADE est saumâtre, constituant, inévitablement, un danger pour la santé du consommateur. En somme, elle est imbuvable.

Dans la même veine, les réseaux de distribution, dans les 6 communes, sont dans un état déplorable et dans un état de dégradation avancée, installés, depuis l'époque coloniale. Pire, les autorités locales ont été incapables durant ces 17 années de réaliser un réseau de transfert des eaux qui prend sa source du barrage de Mexa, sis dans la commune de Bougous et qui se trouve à plus de 80 km de la grande ville de Dréan.

Pour y remédier, la direction de l'hydraulique a lancé un projet pour une enveloppe de 101 milliards de centimes dont le taux de réalisation a atteint les 20%, alors que les délais de réalisation qui sont de deux mois

ont été dépassés depuis longtemps. Dans un autre registre, les habitants de la commune de Dréan souffrent le martyre à cause des interminables travaux des projets relevant du programme de l'amélioration urbaine.

En effet, après la réfection des réseaux d'assainissement et celui d'AEP, les projets de l'amélioration urbaine, inscrits à l'indicatif de la commune en question n'ont pas encore démarré, et ce, depuis plusieurs mois. Face à cette situation incongrue, la population, qui vit avec des routes éventrées, des trottoirs défoncés et surtout dans la poussière et autres matériaux hétéroclites, en cette saison estivale et caniculaire, ne sait plus où donner de la tête.

Ainsi, la population, exténuée, est prise en étau entre un quotidien des plus durs et les sempiternelles promesses des responsables locaux.

Daoud Allam

APRÈS UNE ÉNIÈME AGRESSION À L'EPH DE BOUIRA

Piquet de grève des paramédicaux pour exiger plus de sécurité

Des dizaines de paramédicaux de l'EPH Mohamed-Boudiaf de Bouira, activant sous la houlette du syndicat algérien des paramédicaux ou SAP, ont observé hier, à 9 heures, un piquet de grève de deux heures pour dénoncer la énième agression dont a été victime une de leurs consœurs, durant la nuit du 22 au 23 juillet, à minuit 50 minutes, de la part d'un accompagnateur d'une patiente admise aux urgences.

Cette agression, une de plus, une de trop, a été d'autant plus grave que la femme, appartenant au corps paramédical, était enceinte de quelques mois. Cette agression lui a valu d'ailleurs un arrêt de travail de 15 jours. Aussi, et pour

mettre fin à ces multiples agressions dont sont victimes quotidiennement le personnel paramédical et les médecins, le SAP qui a décidé d'un piquet de grève, appelle la tutelle pour la mise en place d'un dispositif de sécurité adéquat.

Hier, les membres du bureau syndical du SAP qui compte plus de 300 paramédicaux au niveau de l'EPH Mohamed-Boudiaf, ont déploré l'absence totale des autorités concernées pour éradiquer ce fléau, et disent s'en tenir à leur bureau national pour faire parvenir cette préoccupation qui est pratiquement la même dans tous les hôpitaux d'Algérie, au ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière afin qu'il prenne les dispositions nécessaires pour mettre fin, de manière définitive, à cette situation.

Y. Y.

AÏN DEFLA

Changement à la tête de la Cour de justice

Hier en milieu de matinée, en présence du wali, des autorités civiles et militaires, des élus, des cadres de l'institution juridique des différents tribunaux, un représentant du ministre de la Justice et Garde des sceaux a présidé à l'installation des nouveaux responsables de la Cour, récemment affectés dans le cadre du mouvement initié récemment. Le nouveau président de la Cour, M. Bouhaloufa Farid, qui vient de Sidi-Bel-Abbès et qui permute avec son collègue Bendella Ahmed qui, lui, vient de passer deux ans à la tête de la Cour de Aïn Defla depuis son ouverture en 2014.

Au cour de la même cérémonie officielle, a été installé le nouveau procureur général, M. Nacef Hocine, qui vient de la wilaya d'Alger.

On reconnaît aux premiers responsables partants le mérite d'avoir mis sur pied l'organisation de la récente Cour qui s'est détachée de la Cour-mère, celle de Chlef, d'avoir organisé et lancé son fonctionnement et d'avoir initié de nombreuses conférences et cycles de formations pour les cadres juridiques de différentes institutions.

Karim O.